

Les discriminations dans le milieu scolaire sont une source de souffrance pour les enfants. Elles sont dues à de multiples facteurs comme le handicap, la santé, le niveau financier et culturel des familles mais aussi à la difficulté de l'acceptation des différences d'origine, de culture et de religion. De nombreuses associations, dont la LDH à Paris, interviennent en milieu scolaire aux côtés des enseignants pour inciter les enfants au respect de soi et des autres.



Comment pensez-vous agir pour que l'école s'implique davantage dans ce sujet essentiel ? Quelles propositions vous semblent les plus appropriées pour faire de l'école un lieu d'éducation citoyenne de lutte contre les discriminations ?

Adrien TIBERTI
PCF – Front de gauche

Notre société demande de plus en plus de choses à notre école (et c'est bien normal) tout en réduisant ses moyens. Il faut comme je l'ai dit plus haut dépenser bien plus dans notre Éducation nationale pour lui permettre d'augmenter les heures de classe (plutôt que de les réduire), former les personnels, réduire le nombre d'élèves par classe, et permettre aux enseignants (plutôt qu'aux cabinets ministériels) de construire pour tous les niveaux et toutes les disciplines les programmes scolaires émancipateurs dont nos enfants ont besoin.

Cécile DUFLOT
PS - EELV

Pour l'école, l'enjeu de mixité apparaît essentiel, notamment dans nos quartiers où des écoles REP+ peuvent entraîner la fuite de certaines familles vers l'enseignement privé. La réduction du nombre d'élèves par classe peut contribuer à favoriser un enseignement de meilleure qualité et davantage de suivi pour les élèves.

Emmanuelle PIERRE-MARIE
EELV

En proposant chaque année et pour tous les niveaux scolaires (de l'école primaire au lycée) des journées de sensibilisation à la lutte contre toutes les formes de discrimination, en insistant pour les collégiens sur des thèmes tels que le consentement et l'homophobie. Je fais moi-même en tant qu'élue, intervenir des associations compétentes sur tous les sujets de discrimination.

Il ne faut pas oublier également de former les équipes enseignantes sur ces sujets qui peuvent être les premières à détecter les enfants victimes

George PAU-LANGEVIN
PS

Ce sujet est pour moi tout à fait prioritaire. Il est en effet inacceptable que le milieu scolaire soit une source de souffrance pour certains. L'amélioration de cette situation me semble passer par plusieurs aspects. Je pense tout d'abord que la refondation de l'école menée depuis 2012 a été une étape importante et utile, car elle permet un meilleur enseignement et assure donc à chacun un meilleur accès à la culture et au savoir en recrutant des dizaines de milliers d'enseignants et en créant de meilleures conditions d'apprentissage. De plus, le soutien aux associations qui accompagnent les enfants doit être redoublé car elles effectuent un travail de qualité. Enfin, je pense qu'il faut aussi évoquer le rôle des collectivités territoriales qui consacrent souvent des budgets importants à de nombreuses actions péri scolaires.

Jacques BAUDRIER
PCF – Front de gauche

Les discriminations sont en hausse conséquente dans notre pays.

Pour lutter contre toutes les discriminations et notamment celles liées à l'origine supposée :

Nous nous engagerons à agir pour :

- Nous adopterons une loi pour l'égalité qui éradiquera toute discrimination et où tous les champs des discriminations seront pris en compte : Lieux public, travail, école, logement, accès aux biens et aux services.
- Nous restaurons la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et nous renforcerons son rôle (pouvoir de contrôle, d'alerte, de saisie et de sanction) et en la décentralisant.
- Nous agirons fermement contre les discriminations à l'encontre des mineurs isolés et des familles « sans-papier », dont la violation des droits fragilise l'ensemble de la communauté éducative.
- Nous renforcerons les moyens et l'organisation de l'Education Nationale afin de mieux prévenir et sanctionner les faits de discriminations. Nous investirons dans la formation des fonctionnaires et la prise en charge juridique, économique et psychologique des victimes de discriminations.
- Rendre gratuites les activités périscolaires, la cantine et les transports scolaires
- Faire réellement respecter la carte scolaire
- Recruter 100 000 nouveaux enseignants, relancer la formation initiale et continue des enseignants, augmenter leurs salaires
- Diminuer le nombre d'élèves à 20 par classe en maternelle et élémentaire et 25 dans le secondaire
- Renforcer les équipes d'infirmier-e-s, psychologues et assistant-e-s sociaux et RASED
- Renforcer la démocratie à l'école avec des dispositifs innovants d'échanges entre parents, enseignants, élèves et acteurs associatifs des quartiers
- Valoriser les langues et les cultures, protéger les enfants sans-papiers et leurs familles, accompagner les primo-arrivants dans les écoles
- Lancer un plan d'investissement pour une rénovation des collèges dans les ZEP
- Aménager des installations sportives de qualité, accessibles aux associations scolaires
- Créer des classes à horaires aménagés musique et théâtre

Marinette VALIERGUE
ANLD - À nous la démocratie !

Le progrès de la démocratie passe avant tout par l'Ecole. Nous travaillerons avec énergie pour que l'éducation civique et morale associe les associations comme les vôtres à la construction

d'une citoyenneté active, capable de prendre les affaires publiques en main, et ne consistant pas simplement à voter sporadiquement pour un politicien professionnel. En apprenant à construire leur destin ensemble, les enfants apprendront aussi à se respecter mutuellement, à s'écouter, à s'accepter, ce que ne favorise pas toujours le système compétitif auquel notre Ecole répond trop souvent. C'est pourquoi nous voulons, plus largement, une Ecole de la coopération plus que de la compétition effrénée.

Yves FREMION
Citoyens – Paris Ecologie

Il me semble que ce doit être le rôle des cours d'éducation civique (et en aucun cas de « morale »). Il s'agit d'enseigner l'éthique comme principe fondateur. En ce domaine comme dans d'autres je suis pour l'ouverture massive de l'école aux intervenants extérieurs, notamment aux associations spécialisées (et non comme aujourd'hui aux chasseurs, à la police et à EDF). Cela implique de sérieux changements budgétaires et donc à revoir beaucoup de choses dans l'éducation